YONNE

Liberté
Égalité
Fraternité

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N°89-2026-053

PUBLIÉ LE 6 FÉVRIER 2026

Sommaire

Direction départementale des territoires de l'Yonne / SEFREN

89-2026-02-02-00018 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/025 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Chemillly-sur-Serein, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 4

89-2026-02-02-00033 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/031 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Fonenay-près-Chablis, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 10

89-2026-02-02-00024 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/032 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de La Chapelle Vaupelteigne, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 16

89-2026-02-02-00025 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/033 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Lignorelles, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 22

89-2026-02-02-00026 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/034 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Ligny-le-Châtel, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 28

89-2026-02-02-00027 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/035 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Maligny, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 34

89-2026-02-02-00028 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/036 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Poilly-sur-Serein, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 40

89-2026-02-02-00029 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/037 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Préhy, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 46

89-2026-02-02-00030 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/038 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Saint-Cyr-les-Colons, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 52
89-2026-02-02-00031 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/039 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Villy, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 58
89-2026-02-02-00032 - Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/040 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Viviers, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89) (5 pages) Page 64

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00018

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/025 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Chemillly-sur-Serein, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/025

portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Chemilly-sur-Serein, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0045 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Chemilly-sur-Serein ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0010 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Chemilly-sur-Serein ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versants relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3, rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Chemilly-sur-Serein ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :
– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Chemilly-sur-Serein.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Chemilly-sur-Serein.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 46 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis Village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :

– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration ;
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes ;
– les observations du public pourront être recueillies, soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3 rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

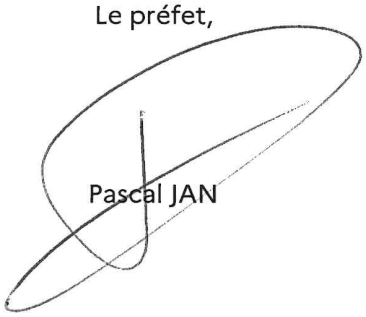
Article 10 :
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Chemilly-sur-Serein, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



Pascal JAN

3 rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :
— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3 rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00033

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/031 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Fonenay-près-Chablis, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/031
portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Fontenay-près-Chablis, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0051 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Fontenay-près-Chablis ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0016 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Fontenay-près-Chablis ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versant et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3 rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Fontenay-près-Chablis ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :
– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Fontenay-près-Chablis.

Article 2 :

Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Fontenay-près-Chablis.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3 rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis Village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les personnes organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :
– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration.
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes.
– les observations du public pourront être recueillies, soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

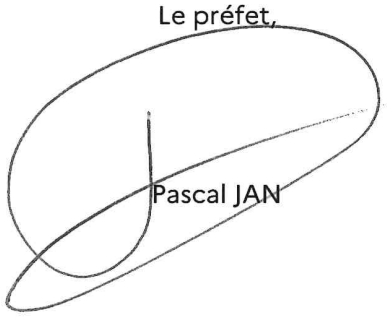
Article 10 :
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Fontenay-Près-Chablis, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



3, rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :
— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00024

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/032 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de La Chapelle Vaupelteigne, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/032

portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de la Chapelle-Vaupelteigne, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0044 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de la Chapelle-Vaupelteigne ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0017 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de la Chapelle-Vaupelteigne ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versant et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de la Chapelle-Vaupelteigne ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :
– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de la Chapelle-Vaupelteigne.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de la Chapelle-Vaupelteigne.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis Village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :
– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernées au fur et à mesure de leur élaboration ;
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes ;
– les observations du public pourront être recueillies, soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

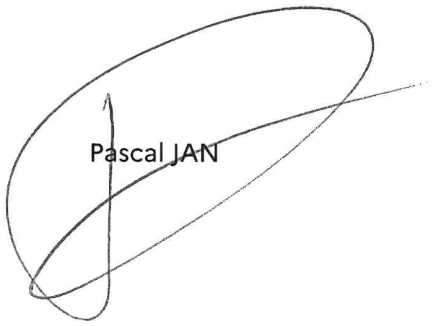
Article 10 :
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Article 11:
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de La Chapelle-Vaupelteigne, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



Pascal JAN

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :
— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00025

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/033 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Lignorelles, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/033

portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Lignorelles, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0052 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Lignorelles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0018 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Lignorelles ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versants et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Lignorelles ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :

– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Lignorelles.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Lignorelles.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3, rue Monge - BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis Village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :

– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration.
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes.
– les observations du public pourront être recueillies, soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

02 FEV. 2025

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

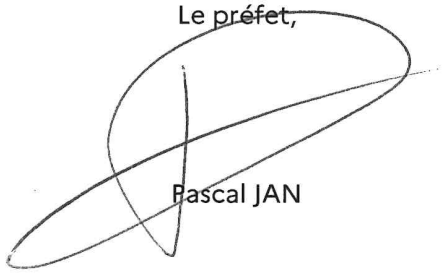
Article 10 :
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Lignorelles, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



Pascal JAN

3 rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :
— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00026

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/034 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Ligny-le-Châtel, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/034

portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Ligny-le-Châtel, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0053 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Ligny-le-Châtel ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0019 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Ligny-le-Châtel ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versants et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Ligny-le-Châtel ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :
– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Ligny-le-Châtel.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Ligny-le-Châtel.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3, rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis Village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :
– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration.
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes.
– les observations du public pourront être recueillies soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

0 2 FEV. 2026

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

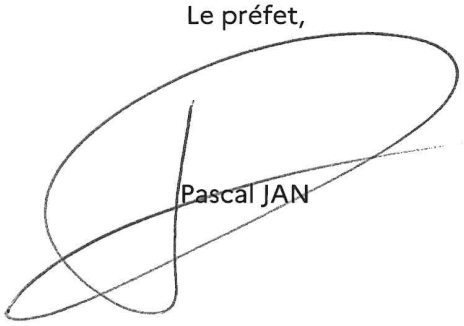
Article 10 :
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Ligny-le-Châtel, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12:
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



3 rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :
— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00027

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/035 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Maligny, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/035

portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Maligny, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0054 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Maligny ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0020 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Maligny ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versant et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Maligny ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :

- délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
- délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
- définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
- définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Maligny.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Maligny.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3, rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis Village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :
– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration.
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes.
– les observations du public pourront être recueillies soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

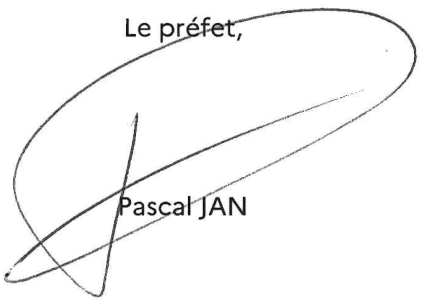
Article 10 :
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Maligny, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoiressont chargées, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



Pascal JAN

3, rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :
— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00028

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/036 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Poilly-sur-Serein, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/036

portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Poilly-sur-Serein, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0055 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Poilly-sur-Serein ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0021 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Poilly-sur-Serein ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versant et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Poilly-sur-Serein ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :
– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Poilly-sur-Serein.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Poilly-sur-Serein.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3 rue Monge - BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis Village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :
– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration.
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes.
– les observations du public pourront être recueillies, soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

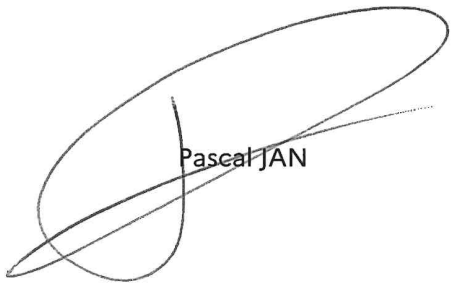
Article 10 :
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Poilly-sur-Serein, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



Pascal JAN

3, rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.

— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00029

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/037 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Préhy, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/037

portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Préhy, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0056 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Préhy ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0022 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Préhy ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versant et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Préhy ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :
– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de madame la directrice départementale des territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Préhy.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Préhy.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis Village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :
– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration.
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes.
– les observations du public pourront être recueillies, soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

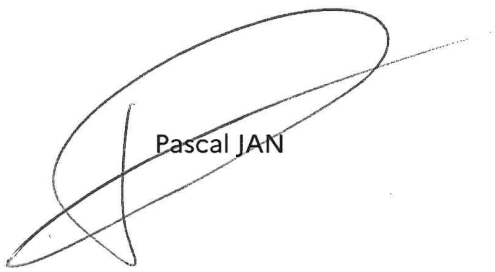
Article 10 :
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Préhy, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



Pascal JAN

3, rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 46 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :
— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00030

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/038 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Saint-Cyr-les-Colons, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/038
portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Saint-Cyr-les-Colons, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0057 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-les-Colons ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0023 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-les-Colons ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versant et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3, rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Saint-Cyr-les-Colons ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :
– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Saint-Cyr-les-Colons.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Saint-Cyr-les-Colons.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :
– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration.
– Il sera ,par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes.
– les observations du public pourront être recueillies soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

Article 7:
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

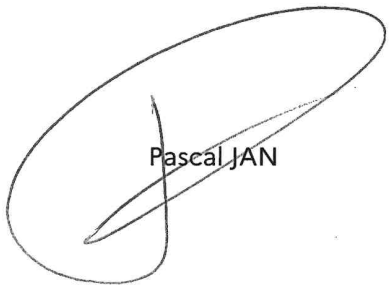
Article 10 :
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne .

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Saint-Cyr-les-Colons, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



Pascal JAN

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :
— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00031

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/039 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Villy, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/039

portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Villy, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0058 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Villy ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0024 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Villy ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versant et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3 rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Villy ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :

– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Villy.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Villy.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

8, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél : 03 86 46 41 00
Courriel : ddt-direction@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes Chablis Village et Terroirs, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :
– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration.
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes.
– les observations du public pourront être recueillies soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

02 FEV. 2026

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

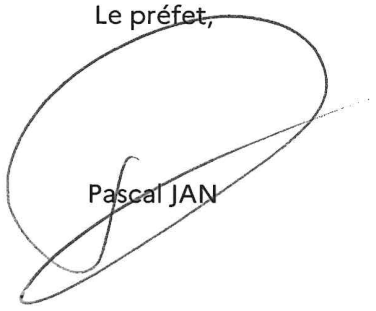
Article 10:
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne ;

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Villy, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoiressont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



Pascal JAN

5 rue Monge - BP 70 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel. : 03 86 42 41 21
Courriel : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.

— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 46 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Direction départementale des territoires de l'Yonne

89-2026-02-02-00032

Arrêté n° DDT/SEFREN/URN/2025/040 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulée de boues sur la commune de Viviers, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

PRÉFET
DE L'YONNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des territoires de l'Yonne

Affaire suivie par Service Environnement
Tél : 03 86 48 41 00
mél : ddt-sefren@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 02 FEV. 2026

Arrêté N°DDT/SEFREN/URN/2025/040
portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) et coulées de boues sur la commune de Viviers, du bassin versant du Chablisien, dans le département de l'Yonne (89)

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-4 à L.122-11, L.562-1 à L.562-8-1, R.122-18 et R.562-1 à R.562-11 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant M. Pascal Jan, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le 04 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2010/0059 du 22 octobre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Viviers ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0025 du 16 mars 2011 rectifiant une erreur matérielle concernant le règlement du plan prévention des risques naturels prévisibles de ruissellement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien, sur le territoire de la commune de Viviers ;

VU les études et les expertises complémentaires menées à l'échelle des sous bassins versant et relatives à la caractérisation de l'aléa ruissellement par l'identification des zones de production du ruissellement, des axes préférentiels d'écoulement, des zones d'accumulation et des enjeux existants ;

3, rue Monge - BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

VU la décision, en date du 21 octobre 2025, de la Mission régionale d'autorité environnementale, dispensant la revision du plan de prévention des risques de ruisselement et de coulées de boues sur le bassin versant du Chablisien d'une évaluation environnementale, après un examen au cas para cas, en application de l'article R. 122-17-II-2° du Code de l'environnement ;

Considérant l'exposition au risque d'inondation par ruissellement de la commune de Viviers ;

Considérant qu'en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, il convient de :

– délimiter les zones exposées au risque d'inondation par ruissellement et d'y réglementer l'occupation et l'utilisation du sol afin de ne pas aggraver les risques pour les personnes et les biens ;
– délimiter les zones non directement exposées aux risques et d'y réglementer les constructions, les ouvrages, les aménagements ou les exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles susceptibles d'aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
– définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;
– définir, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

Considérant la nécessité d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les pétitionnaires de l'espace réglementé sur le risque de ruissellement et de coulées de boues ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de l'Yonne ;

ARRÊTE

Article 1 :
La révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues (PPRr) est prescrite sur la commune de Viviers.

Article 2 :
Le périmètre mis à l'étude comprend l'intégralité du territoire de la commune de Viviers.

Article 3 :
Le risque étudié est le risque d'inondation par ruissellement et coulées de boues.

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tel : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 4 :
Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques, la commune visée à l'article 2, la Communauté de Communes le Tonnerois en Bourgogne, dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet du plan, la Chambre d'Agriculture, le Centre régional de la Propriété Forestière, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, la Fédération de Défense de l'Appellation Chablis, le Conseil Départemental de l'Yonne, le Syndicat Mixte Yonne Médian, le Syndicat du Bassin du Serein, l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'eau de l'Armançon et l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs.

Article 5 :
L'association relative à l'élaboration du projet se fera avec les organismes associés visés à l'article 4 sous forme de réunions techniques et de comité de pilotage. La concertation concernant l'élaboration de la cartographie des aléas, des enjeux, du zonage et du règlement se fera avec la commune visée à l'article 2 et les organismes visés à l'article 4.

Article 6 :
Les modalités de concertation avec le public seront mises en œuvre de la façon suivante :
– l'avancement des travaux sera consultable sur le site internet des services de l'État de l'Yonne tout au long de l'élaboration du plan (www.yonne.gouv.fr).
– les documents seront communiqués aux communes et organismes associés concernés au fur et à mesure de leur élaboration.
– Il sera, par ailleurs, réalisé une réunion publique d'information de la population par groupement de communes.
– les observations du public pourront être recueillies, soit en mairie, soit par courrier électronique adressé à ddt-sefren-risques@yonne.gouv.fr.
– le bilan de la concertation sera réalisé et mis à disposition du public dans la mairie concernée puis communiqué aux personnes associées visées à l'article 5 ainsi qu'au commissaire enquêteur.

0 2 FEV. 2025

Article 7 :
Préalablement à l'enquête publique et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles sera soumis à l'avis :

– des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan,
– de la Chambre d'Agriculture de l'Yonne,
– du Centre National de la Propriété Forestière,
– du Conseil Départemental de l'Yonne,
– de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Yonne,
– de l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine grands Lacs,
– du Syndicat de rivière compétente sur la commune,
– de l'association Yonne Nature et Environnement.

8, rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr

Article 8 :
Le projet de plan sera soumis à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

Article 9 :
Le présent arrêté est notifié au maire de la commune visée à l'article 2 et au président de l'Établissement Public Coopération Intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus, en tout ou partie, dans le périmètre du projet du plan.

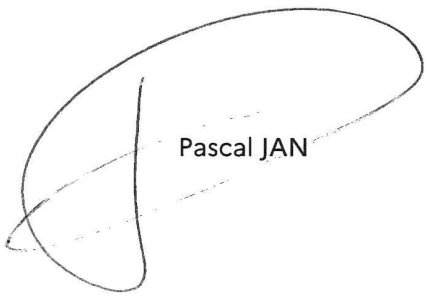
Article 10:
Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Article 11 :
L'approbation de la révision du plan de prévention des risques d'inondation par ruissellement et coulées de boues sur la commune de Viviers, doit intervenir dans un délai de 3 ans. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

Article 12 :
La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne et la Directrice Départementale des Territoires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 02 FEV. 2026

Le préfet,



Pascal JAN

3, rue Monge – BP 79 – 89 011 AUXERRE cedex
Tél. : 03 86 48 41 00
Courriel : dat-directeur.yonne@ddt.fr

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :
— soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
— soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr

3 rue Monge - BP 79 - 89 011 AUXERRE cedex
Tel : 03 86 48 41 00
Courriel : ddt-directeur@yonne.gouv.fr